
Des discours à la réalité, quand l'Etat licencie ses salariés les plus précaires :

Alors que le Président et le gouvernement ne cessent de multiplier les discours soit disant en faveur des jeunes et des précaires, force est de constater que la réalité est toute autre dans l'administration, notamment à la Direction Générale des Finances Publiques (DGFIP).

En effet, trois agents, recrutés dans le cadre de la politique Fonction publique d'insertion professionnelle des jeunes de 16 à 25 ans sans qualification, viennent d'être remerciés sans ménagement, alors qu'ils terminaient leur année de stage. D'autres stagiaires dont la formation n'est pas terminée sont aussi sous la menace du licenciement par une commission technique locale (CLT) qui siège en catimini sans participation ou contrôle des représentants du personnel. Les jeunes en question quittent ainsi l'administration avec le goût amer de l'échec et souvent avec des crédits contractés pour leur installation. Pour la CGT, il s'agit tout simplement de l'exploitation de la misère des jeunes, main d'œuvre bon marché.

Dans la période, cette même direction licencie 25 agents d'entretien contractuels à temps partiel. Sans obligation de ré-affectation, l'administration met à la porte des salariés qui œuvrent depuis plusieurs années dans des sites ruraux qui ferment les uns après les autres.

Pour la CGT, la direction des finances publiques ne montre pas la volonté de l'Etat de sauvegarder l'emploi et la cohésion sociale en période de crise économique. Les personnels et la CGT ne laisseront pas perdurer cette situation.

Public: [Contractuels/Non titulaires](#)

- [=A](#)
- [±A](#)
- [Version imprimable](#)
- [version PDF](#)

Leave this field blank
